



LETTRE OUVERTE A MME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
ET AUX ELUS DE LA CHARENTE

Madame la Directrice, Mesdames et Messieurs les élus,

Lors d'une convocation des organisations syndicales le 12/05/2015, nous avons appris la fermeture au 1<sup>er</sup> janvier 2016 des trésoreries de Chabanais, Chasseneuil, Chateauneuf ainsi que la confirmation de la fermeture de la trésorerie d' Aigre, la fusion sur un seul site des pôles enregistrement de Cognac et Angoulême, le regroupement probable du Centre des Impôts Fonciers avec les Services des Impôts Particuliers.

A toutes nos questions sur l'avenir du réseau en Charente, il nous avait été à chaque fois répété que rien n'était prévu, que l'on pouvait rien nous dire, et brutalement on nous annonce la fermeture de ces sites, seulement six mois avant.

Ce manque de concertation avec des élus aussi surpris que nous, avec des agents qui voient leur poste de travail transféré en ne disposant que six mois pour se préparer, a conduit sans surprise à un projet précipité et à revoir.

Précipité et à revoir car il ne tient nullement compte du futur regroupement des collectivités de communes de 2016 et des avis des agents des services concernés qui auraient pu conseiller la Direction sur les préférences géographiques des usagers.

C'est pourquoi nous demandons le gel des fusions et fermetures qui s'inscrivent dans un vaste dessein de désertification et de détérioration du service public dans notre département.

Nous demandons également une véritable concertation avec les élus locaux et les organisations syndicales des Finances Publiques sur l'avenir du réseau départemental.

Ni madame la directrice départementale ni monsieur le directeur général ne nous feront croire qu'internet va résoudre tous ces problèmes ni qu'il ne s'agit pas d'une détérioration du service public en Charente.

Connaissant le terrain, le rôle des syndicats et des agents (proches des usagers socialement en difficulté qui ne maîtrisent pas tous Internet) est aussi de dire que la direction des finances publiques se trompe par ignorance des réalités du terrain.

C'est pourquoi nous réitérons notre demande de gel des fermetures et une remise à plat des réformes de structures dans la concertation et la transparence.

Le 18/6/2015